

Dexia Crédit Local
CFTC / CGT / FO / SNB
1, Passerelle des Reflets
Tour Dexia La Défense 2
TSA 92202
92919 La Défense Cedex

La Défense, le 26 février 2009

M. Nicolas Sarkozy
Président de la République Française

Monsieur le Président de la République,

Dans la nuit du 29 au 30 Septembre 2008, dans l'intérêt de la place financière et des collectivités locales, vous êtes intervenu et avez permis le sauvetage de la Banque du Secteur Public Local, Dexia.

Les trois milliards d'euros que l'Etat Français et la CDC ont apportés à Dexia, lui ont permis de survivre aux premiers effets directs de la crise financière. Le changement de l'équipe dirigeante était indispensable.

Vous avez fait désigner à la tête du groupe Monsieur Pierre Mariani, dont nous pouvons penser qu'il a toute votre confiance pour diriger Dexia dans le respect des intérêts de l'Etat français.

C'est pourquoi, nous tenons à vous faire part de nos inquiétudes et de notre incompréhension de voir :

- l'engagement financier de l'Etat utilisé à financer la **suppression de 259 postes**, soit 1 salarié sur 7 en France,
- la délocalisation en Irlande des activités de marchés pour des raisons d'optimisation fiscale, ce qui appauvrit le bassin d'emploi français et touche à l'intégrité de l'exercice de ce métier,
- le maintien partiel des bonus de certains dirigeants, pour un total de plusieurs millions d'euros,
- un traitement inégalitaire à l'occasion des augmentations annuelles : rigueur salariale pour les salariés français qui sont privés d'augmentation générale, tandis que les salariés belges et luxembourgeois (même détachés en France), donc le nombre le plus important des salariés du groupe, bénéficieront d'une augmentation égale à l'inflation.

Tout ceci nous paraît bien loin du respect de vos directives sur les contreparties que l'Etat exige des entreprises qui en appellent à son aide ; directives que vous avez exprimées plusieurs fois devant les Français et réitérées lors de votre intervention télévisée du 29 janvier dernier.

Les salariés du groupe Dexia Crédit Local n'ont pas démerité et considèrent avoir déjà été suffisamment touchés par la dégradation de l'image d'une entreprise à laquelle ils sont attachés et dont ils pensaient partager les valeurs.

C'est pourquoi, nous vous adressons cette lettre afin que vous repreniez en « rênes courtes » le destin de ceux qui travaillent tous les jours à financer les collectivités locales dans l'intérêt des Français.

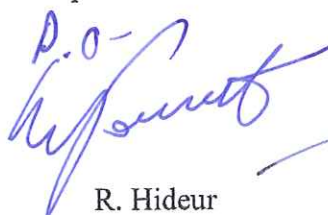
Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

pour la CFTC



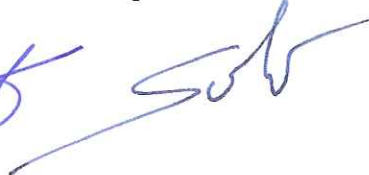
J.F. Bor

pour la CGT

P.O.


R. Hideur

pour la CGT-FO



X. Soler

pour le SNB/CFE-CGC



A. Gondelmann